

mettre en doute. D'ailleurs, à quoi bon tant scruter les aptitudes à un office, dont, suivant le savant juge, le titulaire n'a rien à faire ?

A tout évènement, je ne puis donner raison à l'abolition de l'office de juge en chef que propose le savant critique. Chaque tribunal doit avoir son chef, qu'on l'appelle juge-en-chef, premier président, président, vice-président peu importe ! La Cour supérieure devrait aussi avoir son vice-président pour remplacer le président, et c'est ce que j'ai proposé pour la juridiction de Montréal. Je l'ai appelé second juge en chef et voilà mon crime ! Si la chose tire à conséquence, je n'ai pas d'objection à retirer le mot, mais je ne puis retirer l'idée.

Je tiens donc qu'il doit y avoir à Montréal, quand le juge en chef résidera à Québec, et *vice versa*, un juge chargé de remplacer ce dignitaire dans ses attributions administratives et notamment dans la nomination des juges *ad hoc* au tribunal d'appel et dans le devoir de tenir toujours au complet l'effectif de la Cour supérieure. Soit qu'on choisisse les suppléants dans le barreau, soit qu'on continue à les désigner parmi les juges ordinaires de la Cour, il n'en est pas moins certain, que ce n'est pas là une matière de forme et qui réclame seulement l'intermédiaire du greffier. Ce choix constitue au contraire, une affaire grave et qui demande sur les lieux, la présence du juge qui la fera.

Si la nomination d'un second juge en chef ou vice-président de la Cour supérieure, souffre des objections, que l'on statue, que le plus ancien juge puiné du tribunal, remplacera dans les cas signalés, le juge en chef dans la juridiction où ce dernier ne résidera pas. Quelle objection possible y a-t-il à cela ? On éviterait les inconvénients de la pratique actuelle qui oblige le juge en chef demeurant à Québec, à nommer les juges à Montréal. Le censeur dit que ces nominations se font par le greffier qui remplit, par le nom de juge suppléant, un blanc préparé d'avance. Cela